

## LES ENJEUX DE LA RECHERCHE SUR LA BIODIVERSITÉ DANS LES CARAÏBES

Entretien avec [Franck Cézilly](#), Propos recueillis en avril-mai 2021 par [Tristan Lefort-Martine](#)

Éditions Le Bord de l'eau | « Écologie & politique »

2021/2 N° 63 | pages 95 à 105

ISSN 1166-3030

ISBN 9782356878229

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2021-2-page-95.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Le Bord de l'eau.

© Éditions Le Bord de l'eau. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## *Les enjeux de la recherche sur la biodiversité dans les Caraïbes*

Entretien avec Franck Cézilly

Franck Cézilly est biologiste, professeur à l'université de Bourgogne où il enseigne l'écologie comportementale et la biologie de la conservation, et président de l'association Caribaea Initiative qui vise à promouvoir la recherche sur la biodiversité dans la région caribéenne. Il répond aux questions de Tristan Lefort-Martine, doctorant en philosophie des sciences et membre de l'Observatoire Terre-Monde.



*Pouvez-vous nous présenter l'histoire de la biodiversité dans les Caraïbes, ses caractéristiques actuelles, ses tendances à venir, et les liens que cette histoire entretient avec l'histoire humaine ?*

La dynamique de la biodiversité dans la Caraïbe est liée à l'histoire géologique, avec les Grandes Antilles, qui se sont détachées du continent, et les Petites Antilles qui sont des îles volcaniques, à l'exception de la Barbade qui est un prisme d'accrétion. Plus elles sont proches du continent, plus les îles sont riches en espèces différentes, car les colonisations se sont faites d'île en île à partir du continent. Par contre, même une île avec peu d'espèces peut avoir des espèces qui lui sont propres, on parle d'espèces endémiques. Chez les oiseaux, par exemple, différentes espèces d'orioles sont ainsi présentes dans différentes îles : oriole des Bahamas, oriole de Martinique, oriole de Montserrat. Ces îles ont un intérêt pour les scientifiques parce qu'elles constituent un véritable laboratoire « naturel » pour les recherches en évolution : souvent, on peut comparer d'île en île et comprendre comment les espèces se sont différenciées et comment elles se sont créées, comment elles se sont éteintes éventuellement. Ces espèces endémiques sont par définition rares, car les îles qui les abritent sont de petite taille et ne peuvent abriter que des populations de taille limitée. La défaunation des Antilles a commencé avant la colonisation, avec l'arrivée des Arawaks et des Caraïbes, qui ont fortement réduit la faune mammifère. Après la colonisation, il y a eu ce qu'on pourrait appeler une seconde défaunation liée à la conversion des forêts, soit pour la culture, soit pour

l'exploitation du bois. Enfin, ces cinquante dernières années, des pays comme Haïti ont connu des trajectoires démographiques qui ne sont pas encore maîtrisées.

L'urbanisation est un phénomène particulièrement aigu dans les îles de la Caraïbe, parce que les contraintes d'ordre sismique et cyclonique font qu'il est difficile de construire des immeubles, ce qui veut dire que l'on s'étend forcément en superficie, en gagnant sur les zones côtières. Elles sont déjà très largement détruites, notamment les mangroves, et on peut prévoir, compte tenu des trajectoires démographiques, une augmentation de la surface couverte par l'espace urbain au détriment soit des zones agricoles, soit des zones naturelles, soit des deux. Globalement, l'espace urbain va réduire la biodiversité. Mais on a encore une marge de manœuvre : il est possible d'aménager l'espace urbain pour que puisse subsister une certaine biodiversité. D'où la nécessité de développer des recherches dans ce domaine, parce que la plupart des recherches sur l'écologie urbaine se font en zone tempérée, avec des conditions différentes : faire des murs végétalisés ou des terrasses végétales, cela peut paraître extrêmement intéressant à Copenhague ou à Paris, moins à Pointe-à-Pitre si cela augmente le risque d'insectes vecteurs de maladies. Nous avons commencé à travailler à La Havane avec des étudiants pour essayer de comprendre pourquoi certaines espèces s'adaptent bien à l'espace urbain et pourquoi d'autres n'y parviennent pas, et nous sommes en train d'essayer de voir l'intérêt que peuvent présenter les plantes natives pour le maintien des pollinisateurs, car on privilégie souvent, pour des raisons esthétiques, des variétés horticoles au détriment des plantes natives, alors qu'il y a une coévolution entre les plantes et les pollinisateurs locaux.

Ces îles sont aussi sous la menace d'espèces exotiques envahissantes, dont certaines ont été introduites il y a très longtemps, comme les chats ou les chiens domestiques, qu'on retrouve maintenant à l'état féral. C'est aussi le cas des mangoustes qui ont été introduites pour lutter contre les rats, alors que les rats sont nocturnes et les mangoustes diurnes. Les mangoustes se sont en fait nourries de lézards et d'oiseaux, et pas du tout de rongeurs. D'autres espèces exotiques ont été introduites depuis le continent sud-américain ou même d'île en île : elles sont en compétition les unes avec les autres et très souvent les espèces exotiques envahissantes prennent le dessus sur les espèces natives, avec le risque de contribuer au déclin, voire à l'extinction, d'espèces locales.

La situation varie beaucoup d'un pays à l'autre. Il y a des pays, parmi lesquels évidemment les territoires français, dont une bonne partie est en parc protégé, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'espèces menacées : le moqueur gorge blanche de Martinique pourrait disparaître dans les cinquante prochaines années, ou encore l'iguane des Petites Antilles ou

l'oriole de Martinique. Mais il y a des pays comme Haïti où la déforestation a atteint des niveaux alarmants, et plusieurs petites îles qui sont sous la menace constante d'un développement touristique et économique non contrôlé.

*Quelle est la situation de la recherche sur la biodiversité dans les Caraïbes en France ? Qu'est-ce qui vous a donné envie de créer l'association Caribaea et comment le genre de recherche que vous promouvez se situe-t-il dans ce paysage ?*

Il y a quinze ans, je n'avais pas du tout envisagé de travailler dans les Caraïbes. C'est de manière assez fortuite que je me suis retrouvé à faire du terrain à la Barbade. Une fois sur place, j'ai pris conscience que l'université McGill, qui avait une station là-bas, collaborait assez peu avec les étudiants locaux. Les natifs de la Barbade étaient le plus souvent employés à des tâches subalternes, cuisinier, chauffeur, ouvrier, et l'essentiel de l'effort de formation était dirigé vers les étudiants canadiens qui venaient en stage de terrain. À l'université des West Indies, je m'étais rapproché d'étudiants afro-caribéens, et je me suis rendu compte que peu d'entre eux étaient attirés par l'écologie et la conservation ; même constat en Guadeloupe et en Martinique. Cela m'a interrogé, et je me suis dit que peut-être je pourrais apporter une contribution, sous la forme d'un programme qui offrirait aux jeunes Caribéens un accès plus facile, car j'avais repéré beaucoup de barrières à l'accès aux études dans ce domaine.

Dans les populations afro-caribéennes, rentrer chez soi et dire à ses parents : « Je vais faire une thèse sur les papillons », ne paraît pas sérieux, car cela ne semble pas représenter un véritable avenir professionnel. Il y a aussi un problème religieux : faire des sciences biologiques aujourd'hui, ou des sciences de la conservation, demande un soubassement théorique important dans les sciences de l'évolution. Or, les Antilles sont extrêmement évangélisées, avec des interprétations très littérales des textes bibliques et donc une réticence très forte face à l'évolution. Une de mes étudiantes de la Barbade, qui maintenant fait une thèse, m'a dit quand je l'ai rencontrée : « Je veux bien accepter l'évolution pour les bactéries, mais je ne peux pas accepter l'évolution entre le singe et l'homme. » C'est un objet d'étude que je recommande à mes collègues des sciences humaines parce que je crois qu'il y a un lien entre le rejet de l'évolution par les populations afro-caribéennes et le problème du racisme. Je comprends très bien l'appréhension vis-à-vis des théories évolutives, telles qu'elles ont pu être dévoyées, ou telles qu'elles peuvent être parfois encore présentées, et vis-à-vis de concepts introduits au XVIII<sup>e</sup> siècle, comme l'échelle des êtres de Bonnet par exemple, qui persistent encore dans l'esprit des gens

et peuvent donner l'idée qu'il y aurait une évolution raciale, et donc des races inférieures et des races supérieures.

Ensuite, à partir du moment où l'on a très peu d'Afro-Caribéens qui ont accès aux études supérieures, il y a très peu d'experts, et donc il n'y a pas de *mentoring*, c'est-à-dire que quand l'étudiant va en cours, le prof est blanc, ou asiatique, et même si tous les étudiants n'ont pas besoin de s'identifier à leurs professeurs, au bout d'un moment quand on voit que dans certaines disciplines il n'y a personne de la même ethnie que soi, on peut se demander si c'est la voie dans laquelle s'engager.

Il y a le peu de moyens dont les pays les plus pauvres disposent pour l'environnement : pour mes étudiants haïtiens, il est très difficile de trouver un projet de recherche en écologie animale. Les profs n'ont pas de moyens, pas de véhicule pour aller sur le terrain, pas de stations de terrain, pas de relais. Les gens oublient que l'écologie n'est pas simplement un passe-temps naturaliste, et que si l'on veut être « compétitif » au niveau international, il faut aussi des technologies : il faut l'outil moléculaire, donc il faut avoir l'électricité en continu pour faire fonctionner des réfrigérateurs et des congélateurs, ce que beaucoup de pays ne peuvent pas se permettre ; il faut des laboratoires équipés, etc.

Il y a enfin la fuite des cerveaux : beaucoup d'étudiants, lorsqu'ils sont partis à l'étranger, restent sur place. Quand on part entre 20 et 30 ans quelque part, on fait parfois sa vie privée et on ne revient pas forcément vers un pays pauvre si son conjoint se trouve favorisé là où il est. Et puis il y a aussi des gens qui ont l'occasion de prendre un poste ailleurs, et qui le prennent.

On vient de finir une étude sur la production scientifique sur la biodiversité dans la Caraïbe insulaire, entre 2000 et 2015 : près de 65 % des publications n'ont aucun auteur affilié à une institution caribéenne. Et encore : quand l'auteur est affilié à une institution caribéenne il peut venir d'Europe ou des États-Unis. Dans le cas des publications d'auteurs caribéens, le facteur d'impact est moindre, dans les publications mixtes d'auteurs caribéens et non caribéens, les meilleures places dans l'ordre des auteurs sont trustées par les non-Caribéens, et cette situation ne s'est pas améliorée au cours du temps. Globalement, il y a un peu plus de Caribéens qui publient, mais leurs positions dans les publications restent les moins bonnes au fil du temps.

Je crois que pour beaucoup de collègues, il faut dire la vérité, il n'y a aucun problème. Ils peuvent aller n'importe où. Ils obtiennent les autorisations de la DEAL [direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement] pour aller travailler en Guadeloupe, en Martinique ou en Guyane, ils font leur travail, l'intérêt pour eux c'est de publier à très haut niveau, ils y vont, ils ne se sentent aucune responsabilité de contribuer

à une formation, ils collaborent très peu même avec les universitaires français sur place, c'est à mon sens du néocolonialisme dans sa plus pure forme, mais je crois que cela leur échappe totalement. Même des collègues qui affichent des positions de gauche n'ont aucun problème pour se comporter en parfaits néocolonialistes. Contrairement à ce que les gens croient parfois, je ne fais pas de racisme anti-Blanc, mais simplement je trouve que le bon critère, c'est d'avoir grosso modo le même niveau de diversité ethnique à toutes les couches de la société. Cela ne me gêne pas du tout de voir des gens venir de France et aller en Martinique ou en Guadeloupe. Mais quand on voit que les bureaux d'études emploient essentiellement des métropolitains, ou que s'ils emploient des locaux, ce sera pour des tâches subalternes, cela pose question. Quand on voit que les services de l'État emploient principalement des métropolitains, cela pose question. Alors la réponse est facile, elle m'a encore été faite récemment par des collègues anglais qui veulent travailler en République dominicaine : « On a essayé, on n'a trouvé personne. » Mais quel effort avez-vous fait ? Êtes-vous allés en première année chercher les étudiants, les avez-vous formés, leur avez-vous apporté des moyens ? En fait, ce néocolonialisme est bien inscrit, et je pense qu'au bout d'un moment, si certaines personnes peuvent être néocolonialistes sans le savoir, c'est aussi une politique d'État qui se perpétue. On voit bien que, généralement, pauvreté et manque d'éducation vont de pair. Lorsqu'on ne sait ni lire ni écrire et qu'on doit tous les jours réfléchir à comment rester en vie, on n'a pas beaucoup de possibilités de se soucier de l'environnement, ni même de conceptualiser le problème. La plupart des dynamiques qu'on nous propose pour la transition écologique sont des visions qui sont très occidentales, de pays riches où les gens peuvent se payer le luxe d'être attentifs à l'environnement. Alors évidemment l'environnement n'est pas un luxe, ça intéresse tout le monde, mais au jour le jour, dans les pays les plus pauvres, les moins éduqués, il est très difficile de faire comprendre aux gens qu'il faudrait rationaliser l'usage de la nature. Et je le dis très fortement, en tant que biologiste et fervent conservationniste, j'ai l'impression que s'il fallait créer massivement un programme pour sauver la planète, au lieu de le mettre sur tout ce qu'on voit aujourd'hui, les bilans carbone et autres, il faudrait le mettre sur l'éducation et la lutte contre la pauvreté. Le vrai problème par ailleurs, c'est la croissance démographique mondiale, dont on nous a assuré pendant cinquante ans qu'elle atteindrait un plateau, plateau qu'on n'arrête pas de déplacer, et aujourd'hui évidemment c'est dans les pays les plus pauvres que la croissance démographique est la plus forte. Il faut massivement éduquer si l'on veut inverser la tendance, et il faut aussi employer. Au lieu d'avoir des consultants qui coûtent une fortune, mieux vaudrait former les gens, quitte à subventionner les études. En Haïti, nous

travaillons sur un projet permettant d'associer des paysans, des pêcheurs, à des inventaires faunistiques, et de les rémunérer pour cela, de manière à réduire leur empreinte; à accompagner cela d'un engagement à ce que leurs enfants soient scolarisés, à offrir la scolarisation. Mais on ne peut pas arriver en disant aux gens : « Arrêtez de manger ceci, ça c'est une espèce protégée », en faisant fi de leurs croyances religieuses, en faisant fi du fait que les enfants souffrent de malnutrition, il faut comprendre. Beaucoup d'agences internationales prétendent le faire; mais dans les faits on reste loin du compte. Il faut intégrer aux programmes de recherche des biologistes une dimension éthique; peut-être qu'à l'avenir il faudrait que les revues scientifiques exigent que des locaux soient impliqués dans les travaux scientifiques, en copublication, que les grands programmes de financement intègrent mieux les dimensions sociologiques de réduction de la pauvreté dans les programmes de conservation.

*Comment faites-vous coexister l'analyse que vous venez de faire avec ce que l'on sait sur les différences de responsabilité dans la destruction de l'environnement, selon les populations, et notamment le fait que ce sont les personnes les plus riches, et les mieux éduquées selon les standards occidentaux, qui ont le plus fort impact dans le changement climatique et la réduction de la biodiversité ?*

Il faut faire très attention à ce que l'on raconte là-dessus. Il faut faire la différence entre ce que font les peuples et ce à quoi ils aspirent, et recadrer cela dans une économie globalisée. Dans les pays du Sud, à l'exception de quelques groupes qui souhaiteraient garder leur système de vie actuel, les gens sont largement occidentalisés et aspirent à avoir des biens de consommation. Tout le monde a la télé, tout le monde a un téléphone portable, c'est vrai aussi des Massaïs au Kenya. Il ne faut pas idéaliser la situation. C'est vrai que les pays du Nord produisent plus, paient des compensations carbone pour pouvoir continuer à produire, mais c'est vrai aussi que l'effort technologique provient des pays du Nord. Donc il ne faut pas tomber dans des simplismes. Un pays caribéen, qui est aujourd'hui autonome, a lui aussi sa responsabilité propre. C'est lui qui décide s'il y aura un contrôle démographique ou pas. Donc il ne faut pas déresponsabiliser ces peuples, qui ont aussi à faire leur propre analyse de ce qu'ils sont, de ce qu'ils sont devenus, de vers où ils veulent aller. Il y a effectivement une responsabilité des anciens pays colonialistes : Thomas Piketty l'a récemment chiffrée à 30 milliards, peut-être qu'en calculant autrement on trouvera 40, ou 20, n'oublions pas non plus que les pays du Nord aident massivement les pays du Sud via la coopération, même si on peut discuter des formes de cette coopération, qui peuvent aussi être une forme de néocolonialisme.

Aujourd'hui, les capacités dans le domaine de l'environnement ne sont pas assez étoffées dans ces pays, c'est notre responsabilité de les étoffer, et les chercheurs doivent eux-mêmes réfléchir à leur démarche, à leur éthique, à la manière dont ils conçoivent cette collaboration. La Fondation pour la recherche sur la biodiversité en France par exemple, entre 2008 et 2018, n'a pas même consacré 10 % de ses fonds aux projets sur l'Outre-mer, Outre-mer qui concentre 85 % de la biodiversité française. Je ne propose pas qu'elle leur consacre 85 % de ses financements, mais entre 10 % et 85 % il y a peut-être quand même un décalage qu'on pourrait s'exercer à résorber. Or même si dans les discours on prétend le faire, dans les actes je ne vois pas grand-chose en ce sens. Je rappelle que le département INEE [Institut écologie et environnement] n'a eu jusqu'à une période récente qu'un chercheur CNRS, un deuxième vient d'arriver, c'est très insuffisant par rapport aux enjeux. Il ne suffit pas d'ouvrir des postes pour qu'encore une fois les métropolitains s'engagent, mais il s'agirait d'avoir une planification sur dix ou quinze ans, en mettant les moyens sous forme de bourses d'études, pour former une génération de chercheurs.

*J'entends la différence que vous faites entre ce que les peuples font et ce à quoi ils aspirent, mais je trouve qu'il est trop simple d'englober sous la notion de « peuple » à la fois les gens, toutes classes confondues, et les États. Cela contribue à masquer la manière dont les aspirations dont vous parlez sont produites, par le marketing, par les politiques publiques, par le mauvais exemple du mode de vie des classes supérieures ; toutes choses sur lesquelles les gens les plus pauvres n'ont à peu près aucun pouvoir. Le problème démographique dont vous parlez ne devient critique qu'au moment où un petit nombre de décideurs commencent à vendre à une grande part de l'humanité un mode de vie qui était déjà destructeur lorsqu'il n'était que le privilège de quelques-uns, en s'appuyant sur l'envie des plus pauvres d'accéder au statut des plus riches. Si l'on ne commence pas par dire cela, la référence à l'augmentation de la population mondiale sert à occulter ces responsabilités, en attirant l'attention comme toujours sur le comportement des plus pauvres, et peut y compris contribuer à la perpétuation de pratiques néocoloniales telles que la stérilisation forcée des femmes non blanches.*

Il ne faut pas non plus avoir une vision binaire un peu naïve des « bons pauvres » et des « mauvais riches ». Je ne suis pas certain qu'un pauvre dont le niveau de vie serait brusquement rehaussé se comporterait de manière plus vertueuse que la plupart de ceux que l'on considère comme riches. Le problème démographique ne peut pas être écarté d'un revers de main. Je n'ai pas parlé de stérilisation. Au contraire, je pense que l'éducation est la meilleure façon d'assurer une véritable équité entre hommes et femmes



et que celle-ci aura un effet direct sur la démographie des pays les plus pauvres.

*Je reviens sur ce que vous identifiez comme « les deux piliers de votre stratégie de protection du patrimoine naturel » et que vous venez de développer, d'un côté la production d'une « expertise biologique », de l'autre ce que vous avez appelé la « sensibilisation des populations ». Ce que vous dites m'évoque deux critiques qui ont été adressées à ces options stratégiques, à savoir que d'un côté, insister sur l'expertise scientifique peut aussi avoir pour effet collatéral de minorer ou d'invalider d'autres formes d'expertise, comme celle qui résulte d'un usage quotidien de l'environnement, ou de savoirs traditionnellement transmis, tandis que de l'autre côté, l'objectif de sensibilisation des populations peut servir à occulter les responsabilités des pouvoirs publics ou des industriels en insistant sur la responsabilité individuelle des personnes qu'il faudrait aller sensibiliser. Comment vous situez-vous par rapport à ces deux risques ?*

Je vais répondre franchement : j'en ai assez d'entendre ces fadaises sur les savoirs locaux. Je crois que c'est une stratégie faite, contrairement à ce qu'on croit, pour ancrer les populations défavorisées dans leur défavorisation. On dit, « Oui, ils ont une connaissance, laissons-les la valoriser ». Non, soyons sérieux. Je n'ai pas vu de savoir traditionnel qui envoie une fusée sur la Lune, mais j'ai vu tous les gens, même ceux qui ne savent pas lire et écrire, utiliser un téléphone portable. Bien sûr qu'il y a des savoirs traditionnels, mais il y a une différence entre savoir et comprendre. Un chasseur peut savoir que s'il va à tel endroit il trouvera telle espèce, etc. Mais il ne sait pas pourquoi. Le scientifique doit savoir pourquoi. C'est une notion très différente qu'il faut absolument expliquer aux gens : savoir c'est bien, c'est indispensable, mais comprendre c'est mieux. Les savoirs sans compréhension, et Buffon l'a bien montré dans son *Histoire naturelle générale et particulière*, sont bien des savoirs particuliers, mais il faut les organiser dans une compréhension générale. Ce n'est pas du tout la même chose. Il n'y a aucun problème, les savoirs traditionnels font partie de la culture, de la même manière que, quand je vais dans le sud de la France, je rencontre des gens qui parlent provençal et qui connaissent telle plante qui a telle ou telle vertu, mais par contre quand on me parle de guérisseurs, là, bon, je prends un peu de recul. Soyons sérieux, il est important de dire qu'aujourd'hui, si l'on veut que tous les peuples soient à égalité dans la réflexion, il faut que les gens aient accès à un patrimoine scientifique commun de l'humanité.

Sur le second point, je vois bien le propos qui consiste à dire : « On va responsabiliser les gens pour déresponsabiliser... » Ce n'est pas comme cela

qu'on le fait. Pour prendre un exemple, les gens nous disent qu'il faudrait limiter les iguanes. La première action à laquelle on pense est d'essayer de tuer les gros iguanes ; une ineptie, car les plus gros sont ceux qui fécondent le plus de femelles, mieux vaudrait les capturer, les stériliser et les relâcher dans la nature. Sans cette connaissance, on ne sait pas comment opérer. Il s'agit de donner cette rationalité aux gens, de leur expliquer qu'il n'y a aucun mal à vouloir prospérer. Quand je suis en Haïti, je ne peux pas dire aux gens : « Continuez à être maigres et à manger mal, vous aurez moins d'impact », les gens ont le droit de manger, de se protéger des maladies, d'avoir accès à l'éducation, mais pour avoir ce progrès, il faut qu'ils aient accès à une amélioration de leur condition sans développer un impact négatif sur l'environnement, puisque c'est bien de ces ressources dont ils dépendent. Culturellement aussi, car contrairement à ce qu'on croit, quand on discute en Haïti même avec des gens qui coupent du bois, ils voient bien que leur environnement a été dégradé, ils voient bien que lorsque qu'ils étaient plus jeunes il y avait plus de forêts, et ils apprécient la forêt. D'ailleurs dans leurs croyances, des zones restent souvent habitées par des esprits, et les esprits n'habitent pas les bâtiments publics : ils vivent dans les zones naturelles, donc on voit bien qu'il y a là quelque chose d'important. Il ne s'agit pas de sensibiliser à l'environnement pour dire : « Vous allez faire des efforts pendant que d'autres pollueront », il s'agit de dire aux gens : « Attention, l'agriculture vous pouvez la faire différemment, et peut-être que c'est juste un problème d'échelle, de temps, pour les revenus, les pêcheries vous pouvez les organiser différemment, il y a des ressources dont vous pourriez mieux profiter, il y a du développement qui pourrait se faire. » Et chaque fois, on veut le faire par l'éducation, c'est-à-dire en leur donnant accès à la complexité des phénomènes, pour qu'ils puissent par eux-mêmes décider. Je fais confiance à la logique humaine : si on démontre aux gens par  $A + B$  que telle ou telle procédure est finalement plus valable que telle autre, je pense que les gens peuvent aussi déduire des valeurs de la logique scientifique ; ils peuvent comprendre qu'il y a des règles de vie commune qui n'ont pas besoin d'être des morales issues de la religion. Mais pour cela il faut un système avec des gens qui sont plus qualifiés. C'est ce qu'on dit aux étudiants en insistant beaucoup sur la notion de solidarité. Tous nos jeunes étudiants caribéens sont en réseau, ce qui est formidable parce que très souvent ces étudiants, par manque de moyens, ne se rencontrent pas. Sur leur responsabilité dans leur propre pays aussi : j'ai moi-même un étudiant doctorant haïtien qui travaille dans le massif de La Selle et qui me dit : « Chaque fois que je remonte à La Selle, je ramène des choses pour les enfants, la fille d'un des paysans avec qui je travaille est très intelligente, je vais voir si je peux lui payer les études. » C'est un gars à qui on donne une bourse de 600 dollars par mois qui dit cela, c'est

formidable quand on en arrive là. Ce sont les meilleurs relais qu'on peut avoir. Moi je peux aller parler dix heures à un paysan haïtien, pour avoir un impact mon étudiant haïtien le fera dix fois mieux que moi.

*Je comprends la différence que vous faites entre savoir et comprendre, mais je ne suis pas d'accord avec la manière dont vous vous en servez. D'abord, on dirait qu'il faut choisir entre l'une et l'autre, que deux formes d'expertise différentes ne peuvent pas coexister, ce qui n'est pas vrai : vous savez mieux que moi comment fonctionne la digestion, mais je sais mieux que vous ce que je digère. Ensuite, on croirait à vous entendre que seule la tradition scientifique européenne a su faire la différence entre ces deux formes de connaissance, et qu'elle est la seule à avoir cherché à « comprendre », comme s'il était possible d'observer un grand nombre de choses sans chercher à les systématiser ou désirer leur trouver des causes. Enfin, la manière dont vous renvoyez tous les autres savoirs dans la catégorie de la « culture » propre à chaque région revient à faire de la science européenne la seule connaissance à portée universelle, tandis que toutes les autres relèveraient du domaine de l'anecdotique et du particulier : c'est aussi un héritage de l'idéologie coloniale, et dans les faits, la colonisation a justement détruit autant qu'elle a pu les traditions scientifiques extra-européennes. Mieux vaudrait se demander ce qui, dans chaque tradition, est explicatif ou descriptif, ce qui est universalisable ou non. La valeur d'une tradition scientifique ne se mesure pas seulement à sa capacité à envoyer un vaisseau sur la Lune ; l'un des buts de la mission Apollo était de faire étalage de la supériorité de la science et de la technologie occidentales aux yeux des peuples du tiers monde, et il n'est pas anodin de reprendre cet exemple. L'idée selon laquelle la revalorisation de ces traditions alternatives serait une stratégie pour enfermer les gens dans la pauvreté ne me semble absolument pas plausible : si c'était le cas, ce ne serait pas une revendication du mouvement de peuples autochtones au niveau mondial, et les dirigeants qui œuvrent à la disparition de ces peuples ne le leur refuseraient pas.*

Encore une fois, vous tombez dans des simplismes un peu affligeants. Vous ramenez la Science à une construction européenne, en oubliant que d'autres contributions ont été déterminantes. Ainsi les mathématiques arabes ont joué un rôle fondamental et elles étaient basées sur une sorte de synthèse des mathématiques grecques, indiennes, chinoises et babyloniennes. Je n'ai pas dit non plus qu'il n'a pas existé pas de tentative de systématiser ou de rechercher des causes en dehors de la démarche que je qualifie de scientifique. La physique de l'Antiquité grecque ou l'optique pré-newtonienne en sont de bons exemples. Mais ces approches n'étaient basées ni sur une véritable démarche expérimentale, ni sur des

interprétations se limitant à invoquer des phénomènes naturels avérés. Quant à revaloriser ce que vous appelez les « traditions alternatives », je ne partage pas du tout votre point de vue. Bien entendu, elles appartiennent au patrimoine culturel et à ce titre méritent absolument d'être préservées. Je dis simplement qu'il faut faire attention à ce que leur « revalorisation » ne se fasse pas aux dépens de recours à la méthode scientifique et surtout de l'accès à ses développements les plus récents. Je crois que la récente pandémie de Covid-19 a pu montrer ce qu'une valorisation quelque peu démagogique ou nationaliste des supposés « savoirs locaux » pouvait avoir de néfaste.

*Merci beaucoup pour toutes ces réponses. Voulez-vous ajouter quelque chose ?*

Une chose : les efforts ne sont pas assez nombreux pour donner aux jeunes Caribéens la conviction d'appartenir à une nation caribéenne. Je trouve dommage qu'on n'ait pas fait plus pour abolir les barrières linguistiques. La contextualisation des enseignements et des savoirs à la réalité caribéenne, ou ultramarine, me semble importante, parce que les jeunes doivent se rendre compte qu'avant de penser à ce qu'il se passe à Metz ou à Toulon, il faudrait commencer par se soucier de ce qu'il se passe à Castries, ou à La Havane. Cela me semble très important.

Propos recueillis en avril-mai 2021